



Assemblée générale

Distr. générale
14 juin 2022
Français
Original : anglais/espagnol

Soixante-dix-septième session
Point 99 ii) de la liste préliminaire*
Désarmement général et complet

Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013

Rapport du Secrétaire général

Résumé

On trouvera dans le présent rapport un exposé des vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires.

* [A/77/50](#).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Réponses reçues des gouvernements	3
Cambodge	3
Cuba	4
Espagne	5
Inde	7
Mexique	9

I. Introduction

1. Dans sa résolution 76/36 intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », l'Assemblée générale a :

a) souligné l'appui vigoureux, exprimé à la réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire qu'elle a tenue le 26 septembre 2013, en faveur de l'adoption urgente de mesures efficaces visant l'élimination totale des armes nucléaires (par. 1) ;

b) demandé que soient respectées sans attendre les obligations juridiques et les engagements pris en matière de désarmement nucléaire et s'est associée aux nombreuses voix qui s'étaient exprimées à la réunion de haut niveau en faveur d'une convention globale sur les armes nucléaires (par. 2 et 3) ;

c) demandé que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption de mesures efficaces de désarmement nucléaire visant à parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires et, notamment, de la mise au point d'une convention globale sur les armes nucléaires (par. 4) ;

d) prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires, et de lui présenter à sa soixante-dix-septième session un rapport à ce sujet qu'il transmettrait également à la Conférence du désarmement (par. 13).

2. Comme suite à cette demande, une note verbale a été adressée aux États Membres le 28 janvier 2022, les invitant à communiquer des informations à ce sujet. Les réponses reçues sont présentées dans la section II ci-après. Les réponses reçues après le 31 mai 2022 seront publiées sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement, dans la langue de l'original. Aucun additif ne sera publié.

II. Réponses reçues des gouvernements

Cambodge

[Original : anglais]

[9 mai 2022]

Le sujet traité est la résolution 76/36 de l'Assemblée générale intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », qui a été adoptée le 6 décembre 2021. Sur une idée initiale de Cuba, cette résolution a été proposée par le Mouvement des pays non-alignés et défendue sous la direction de l'Indonésie, afin de créer un nouveau mouvement en faveur de la réduction des armes nucléaires. Le Cambodge a adhéré à deux traités liés à cette résolution, notamment :

1. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires : ce traité a été ouvert à la signature le 1^{er} juillet 1968 à Londres, Moscou et Washington, et compte 191 États parties et 93 États signataires. Le Cambodge a ratifié le traité le 2 juin 1972 à Washington et le 25 septembre 1987 à Moscou.

2. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires : ce traité a été ouvert à la signature le 20 septembre 2017 au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Le Cambodge :

- L'a signé le 9 janvier 2019
- L'a ratifié le 25 novembre 2020
- A déposé son instrument de ratification au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies le 22 janvier 2021

Entré en vigueur le 22 janvier 2021, ce traité compte 60 États parties et 84 États signataires. Conformément à l'article 2 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, chaque État partie a l'obligation de communiquer au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur du Traité, une déclaration dans laquelle il indique si, sur son territoire, se trouvent ou se sont trouvés des armes ou des dispositifs nucléaires, et s'il en contrôle ou s'il en a contrôlés. En conséquence, le Cambodge a établi sa déclaration et l'a envoyée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies le 12 mai 2021.

Cuba

[Original : espagnol]

[31 mai 2022]

Fortement attachée à l'objectif du désarmement nucléaire, Cuba est fière d'appartenir à la première zone densément peuplée du monde à avoir été déclarée zone exempte d'armes nucléaires en vertu du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) ainsi qu'à la première région à s'être déclarée zone de paix, et d'être un membre actif du Mouvement des pays non alignés, qui a soutenu la création de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, célébrée le 26 septembre.

Cuba a l'honneur d'avoir adhéré au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires le jour même de son ouverture à la signature et d'avoir été le cinquième État à le ratifier.

Le Traité contribue de fait au désarmement général et complet et au maintien de la paix et de la sécurité internationales, en créant une nouvelle norme de droit international interdisant catégoriquement les armes nucléaires, en toutes circonstances, et en proposant un cadre solide et juridiquement contraignant aux fins de la destruction et de l'élimination totale de ces armes. Les armes nucléaires ne sont pas seulement inhumaines, immorales et éthiquement indéfendables ; elles sont aussi illégales.

En toute cohérence avec sa ferme opposition aux essais nucléaires de tous types, en 2021, Cuba a déposé l'instrument de ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Cuba se félicite des manifestations qui ont été organisées à tous les niveaux et des efforts faits par la communauté internationale en vue de promouvoir un monde exempt d'armes nucléaires.

De l'avis de Cuba, le désarmement nucléaire reste encore la priorité absolue dans le domaine du désarmement. L'élimination totale, vérifiable, transparente et irréversible des armes nucléaires est le seul moyen de garantir que l'humanité n'aura plus jamais à subir les terribles conséquences de leur emploi. Il s'agit dès lors d'une aspiration légitime de la communauté internationale.

Dans le cadre de l'entreprise commune visant à éliminer les armes nucléaires, il est également très important que les résolutions de l'Assemblée générale relatives au suivi de la réunion de haut niveau de 2013 (à savoir les résolutions [68/32](#), [69/58](#), [70/34](#), [71/71](#), [72/251](#), [73/40](#), [74/54](#), [75/45](#) et [76/36](#)) soient pleinement appliquées.

Cuba, qui prône le désarmement général et complet et a fait du rejet des armes nucléaires, de leur prolifération et de leur emploi un principe de politique extérieure établi dans sa Constitution, continuera de défendre le désarmement nucléaire et l'élimination complète des armes nucléaires dans le cadre des réunions et négociations relatives au désarmement. Elle continuera également à soutenir les activités organisées à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, tous les 26 septembre, et à y participer.

Le 26 septembre 2021, la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée à la célébration et à la promotion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires s'est déroulée avec succès et a rassemblé un grand nombre de participants. Cela témoigne de l'intérêt que suscite l'objectif du désarmement nucléaire, dans un contexte international rendu précaire par le développement de nouveaux systèmes d'armes nucléaires, la modernisation des forces et arsenaux existants, le renforcement de la place donnée à ces armes dans les doctrines militaires de défense et de sécurité des États qui en sont dotés et le mépris des engagements en matière de désarmement et de maîtrise des armements.

Nous invitons instamment les entités des Nations Unies, les gouvernements, les parlements et la société civile à en faire plus chaque année pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires et mobiliser la communauté internationale en vue de parvenir à l'objectif du désarmement nucléaire.

Le Gouvernement cubain soutient l'organisation d'activités d'éducation, de vulgarisation et de sensibilisation, la création d'espaces de débat et la tenue de conférences spécialisées avec les milieux étudiants et universitaires ; il contribue à la conception et à l'exécution, dans les universités du pays, d'exercices de simulation des Nations Unies, dont ceux qui intéressent le désarmement nucléaire.

Les organisations cubaines de la société civile participent également à la célébration et à la promotion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, notamment en organisant des expositions et des tables rondes sur la menace que les armes nucléaires font peser sur l'humanité et en étudiant et en faisant connaître la pensée du Commandant en chef de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, qui a lutté inlassablement en faveur du désarmement nucléaire.

La participation des jeunes est encouragée dans tous les espaces. Il convient de saluer, à cet égard, les travaux de l'Association cubaine des Nations Unies, du Comité des médecins cubains contre les armes nucléaires et de l'Union nationale des juristes cubains.

Les questions de désarmement et de sécurité internationale doivent être traitées dans un cadre multilatéral et les solutions adoptées en concertation, conformément à la Charte des Nations Unies.

Espagne

Original : espagnol]
[31 mai 2022]

Défenseuse de la sécurité et de la stabilité internationales et sensible à la dimension humanitaire des conflits, l'Espagne est favorable à la réalisation d'avancées en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires, lesquelles doivent se

faire de manière progressive et réaliste, en respectant la stabilité stratégique de tous les États.

L'Espagne est d'avis que les mécanismes multilatéraux permettent de préserver la paix et la sécurité internationales. Dans ce contexte, elle a réaffirmé sa volonté de progresser vers l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires, objectif ultime d'un processus mené dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En tant qu'État non doté d'armes nucléaires partie au Traité, elle défend la place centrale de celui-ci dans le régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

Aux côtés de 15 autres États, l'Espagne participe à l'Initiative de Stockholm pour le désarmement nucléaire. L'objectif est de jeter des ponts entre les différentes sensibilités sur la question du désarmement, afin de dynamiser cette noble cause, notamment en contribuant au succès de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les principales propositions de l'initiative sont présentées dans le document de travail intitulé « Des jalons pour le désarmement nucléaire » ([NPT/CONF.2020/WP.6](#)). Ce document met en avant des engagements déjà pris lors des précédentes conférences d'examen du Traité, qui sont à la portée de la communauté internationale, l'objectif étant d'avancer de manière réaliste sur la voie du désarmement. Il s'agit notamment de réduire le rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité, de mettre au point des accords de maîtrise des armements de nouvelle génération, de soutenir l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ou de créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.

L'Espagne souligne qu'il importe que les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires appliquent son article VI, aux termes duquel ils s'engagent à « poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

À cet égard, il est essentiel que les États dotés d'armes nucléaires, en particulier ceux qui possèdent les arsenaux les plus importants, entament un dialogue dans le but de réduire ces arsenaux et de progresser sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires. En février 2021, les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie ont décidé de proroger de cinq ans leur traité bilatéral sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs, dernier instrument de maîtrise des armes nucléaires en vigueur entre les deux pays. Au cours de l'année, ils ont également mené plusieurs séances de dialogue sur la stabilité stratégique, qui avaient notamment pour objectif de négocier un nouveau dispositif de maîtrise des armements afin de remplacer le nouveau Traité de réduction des armements stratégiques. En raison de l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, ces discussions sur la stabilité stratégique ont été suspendues.

Bien que le 3 janvier 2022, les cinq États dotés d'armes nucléaires parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires aient réaffirmé le principe Reagan-Gorbatchev selon lequel « une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée », ces derniers mois, certains discours de la Fédération de Russie semblent indiquer un abaissement du seuil d'utilisation des armes nucléaires. Dans ces conditions, il est urgent de promouvoir l'adoption de mesures efficaces visant à réduire le risque nucléaire. En prévision de la dixième Conférence d'examen, l'Initiative de Stockholm pour le désarmement nucléaire a présenté le document de travail intitulé « Plan de réduction des risques nucléaires » ([NPT/CONF.2020/WP.9](#)), qui prévoit un certain nombre de mesures dans ce domaine, notamment

l'établissement d'un mécanisme permettant d'assurer un suivi des travaux menés à cet égard dans le cadre du Traité sur la non-prolifération.

L'Espagne considère qu'il est essentiel que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qu'elle a signé le 24 septembre 1996 et ratifié le 31 juillet 1998, entre en vigueur. Elle invite donc les États indiqués à l'annexe II du Traité qui ne l'ont pas encore fait à le signer et à le ratifier. En parallèle, elle appuie le maintien du moratoire sur les essais nucléaires, seulement rompu au cours de ce siècle par la République populaire démocratique de Corée. Elle collabore avec la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et soutient l'action que celle-ci mène pour favoriser l'entrée en vigueur du Traité.

L'Espagne est également favorable au lancement de négociations au sein de la Conférence du désarmement sur l'adoption d'un traité interdisant la production de matières fissiles.

L'Espagne soutient la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans toutes les régions du monde, sur la base d'accords librement conclus par les États de la région concernée. Elle est notamment favorable à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, conformément à la résolution sur le Moyen-Orient de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération de 1995, avec la participation des acteurs de la région et la collaboration constructive des grandes puissances.

L'Espagne considère que le mécanisme de vérification du Traité sur la non-prolifération, supervisé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), joue un rôle capital pour ce qui est de promouvoir et d'assurer la confiance et la transparence entre les États. À cet égard, elle continue d'apporter son concours à l'AIEA dans les domaines politique et technique et, de manière générale, pour la conception de programmes visant à garantir la sécurité autour des matières et des installations radioactives.

L'Espagne soutient également les efforts diplomatiques menés actuellement dans le cadre du Plan d'action global commun relatif à l'Iran, approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2231 \(2015\)](#).

Inde

[Original : anglais]
[31 mai 2022]

L'Inde a voté en faveur de la résolution [76/36](#) de l'Assemblée générale, intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », qui a été présentée par les pays du Mouvement des pays non alignés. Dans cette résolution, l'Assemblée générale demande que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption de mesures efficaces de désarmement nucléaire visant à parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires et, notamment, de la mise au point d'une convention globale sur les armes nucléaires.

L'Inde participe activement aux efforts déployés au niveau mondial pour promouvoir l'aspiration commune du désarmement nucléaire. Elle reste engagée en faveur d'un désarmement nucléaire universel, non discriminatoire et vérifiable. Dans son document de travail sur le désarmement nucléaire, présenté à la Conférence du désarmement en 2007 ([CD/1816](#)), elle imagine un processus graduel, étayé par un engagement universel et un cadre multilatéral mondial et non discriminatoire adopté d'un commun accord, le but étant de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires.

En tant qu'État responsable doté d'armes nucléaires, l'Inde poursuit une politique de maintien d'une dissuasion minimale crédible, fondée sur le principe consistant à ne pas employer en premier l'arme nucléaire et le non-recours aux armes nucléaires contre des États qui n'en possèdent pas.

Nous demandons instamment à la communauté internationale d'intensifier le dialogue afin de trouver un consensus en vue d'atteindre l'objectif commun du désarmement nucléaire, sur la base des éléments suivants (qui figurent également dans le document de travail [CD/1816](#)) :

- Réaffirmation de l'engagement sans équivoque pris par tous les États dotés de l'arme nucléaire d'atteindre l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires
- Réduction de l'importance des armes nucléaires dans les doctrines de sécurité
- Adoption, par les États dotés d'armes nucléaires, de mesures visant à réduire les risques nucléaires, dont les risques de guerre nucléaire accidentelle, et notamment levée de l'état d'alerte nucléaire, afin de prévenir l'emploi involontaire ou accidentel d'armes nucléaires
- Négociation par les États dotés de l'arme nucléaire d'un accord global prévoyant le non-recours en premier aux armes nucléaires
- Négociation d'un accord universel et juridiquement contraignant prévoyant le non-recours aux armes nucléaires contre des États qui n'en sont pas dotés
- Négociation d'une convention sur l'interdiction complète de l'emploi ou de la menace d'emploi d'armes nucléaires
- Négociation d'une convention sur les armes nucléaires interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi d'armes nucléaires, et prévoyant la destruction de celles-ci, en vue de parvenir à éliminer les armes nucléaires de manière globale, non discriminatoire et vérifiable, selon un calendrier précis.

L'Inde appelle de nouveau à la mise en œuvre de ces mesures, y compris la négociation d'une convention globale sur les armes nucléaires dans le cadre de la Conférence du désarmement, comme l'a également demandé le Mouvement des pays non alignés.

Les deux résolutions intitulées « Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires » et « Réduction du danger nucléaire » que l'Inde dépose chaque année devant l'Assemblée générale illustrent son profond attachement à l'objectif commun du désarmement nucléaire.

L'Inde accorde une grande importance à la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale pour les négociations sur le désarmement, dont le mandat s'appuie sur le Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement et dont le rôle a été réaffirmé dans la résolution [76/62](#) de l'Assemblée générale. Cette année, la Conférence a décidé de mener ses travaux dans le cadre d'organes subsidiaires. L'Inde a participé de manière constructive aux travaux des organes subsidiaires et espère qu'ils permettront de trouver des points de convergence pour la conduite de négociations relatives à des instruments juridiquement contraignants dans le cadre de la Conférence du désarmement.

Sans remettre en question la priorité qu'elle accorde au désarmement, l'Inde est favorable à l'ouverture immédiate, dans le cadre de la Conférence du désarmement, de négociations relatives à un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, conformément au document [CD/1299](#) et au mandat qui y est énoncé, lesquels constituent toujours le meilleur point de départ de telles négociations.

La prévention d'une course aux armements dans l'espace est un point important de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. L'Inde souhaite que, dans le cadre de la Conférence, des négociations soient entamées sur un instrument juridiquement contraignant aux fins de la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

L'Inde participe activement aux activités du triptyque pour le désarmement (à savoir la Conférence du désarmement, la Première Commission de l'Assemblée générale et la Commission du désarmement), afin de mettre en évidence les problèmes contemporains qui se posent sur les plans de la paix et de la sécurité mondiales et d'encourager un dialogue multilatéral porteur de résultats concrets. Elle se félicite que la Commission du désarmement ait tenu sa session de fond cette année, après une interruption de près de trois ans.

L'Inde a conscience qu'il faut renforcer la coopération internationale et promouvoir les utilisations pacifiques de la science et de la technique au moyen du transfert de technologies, du partage d'informations et de l'échange de matériel et d'équipement. Dans la résolution intitulée « Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement », que l'Inde dépose chaque année devant l'Assemblée générale et qui est adoptée par consensus, l'Assemblée engage les États Membres à continuer de veiller à suivre de près les récentes évolutions scientifiques et techniques qui pourraient mettre en péril la sécurité internationale. Il y est également souligné qu'il importe que les États Membres collaborent avec les parties prenantes concernées, notamment les experts du secteur industriel, de la communauté scientifique et de la société civile pour relever ce défi. Les États Membres sont invités à continuer de s'employer à mettre les progrès de la science et de la technique au service du désarmement.

Nous sommes profondément préoccupés par la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, qui met en danger la paix et la sécurité internationales. Le grave danger que représente la possibilité pour des terroristes d'acquérir des armes de destruction massive oblige les États Membres à travailler ensemble. Dans la résolution de consensus intitulée « Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive » qu'elle dépose chaque année devant l'Assemblée générale, l'Inde appelle l'attention du monde sur ces menaces et sur la nécessité de renforcer la coopération internationale pour y faire face.

En septembre 2021, l'Inde a participé à la réunion plénière de haut niveau convoquée par l'Assemblée générale pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires.

L'Inde estime qu'en associant la confiance, la volonté politique et un dialogue approfondi entre les États, on pourra parvenir à un consensus en vue d'atteindre l'objectif commun d'un monde exempt d'armes nucléaires. Elle est prête à collaborer avec tous les États Membres pour atteindre ce noble objectif.

Mexique

[Original : espagnol]
[31 mai 2022]

Le Mexique soumet le présent document conformément à la résolution 76/36 de l'Assemblée générale, intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », dans laquelle l'Assemblée prie le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif commun d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires.

Le Mexique estime que pour bâtir un monde plus sûr et pacifique, il faut s'appuyer sur le droit international et la coopération entre les États, et non sur les armes nucléaires. Le seul moyen de réduire les risques liés à ces armes est de les interdire et de les éliminer complètement.

Le Mexique prend note des observations formulées par le Secrétaire général concernant une nouvelle conception des travaux de l'Organisation en matière de désarmement, qu'il a présentées dans le rapport intitulé « Notre Programme commun » et dans son programme de désarmement intitulé « Assurer notre avenir commun ». Il importe de favoriser un processus de réflexion sur le désarmement et de l'envisager non pas comme une fin en soi mais comme un moyen d'instaurer et de maintenir la paix.

Fidèle à sa tradition pacifiste, le Mexique rejette l'idée que les armes nucléaires permettent d'assurer la sécurité internationale ou de préserver l'équilibre stratégique. Au contraire, l'augmentation des dépenses militaires et le fait de mettre en avant la possession d'arsenaux nucléaires, de même que la doctrine dite de dissuasion nucléaire, représentent une menace d'emploi de la force qui est contraire à la Charte des Nations Unies, et encouragent la prolifération.

Dans la première résolution de l'Assemblée générale [1(I)], adoptée en 1946, les États Membres exprimaient leur volonté « d'éliminer, des armements nationaux, les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives ». Cependant, 76 ans après l'adoption de cette résolution, qui reconnaissait l'importance prioritaire du désarmement nucléaire au regard de la paix et de la sécurité internationales, compte tenu du risque que représentent les armes nucléaires pour l'existence même de l'humanité, l'élimination de ces armes reste l'une des grandes questions que l'Organisation doit régler pour atteindre ses buts et objectifs.

Le Mexique estime que le nouvel agenda pour la paix doit avoir les objectifs suivants : l'interdiction et l'élimination totales des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive ; un contrôle plus efficace des armes conventionnelles, notamment celles qui ont des effets indiscriminés, ainsi que des armes légères et de petit calibre ; la réglementation des nouvelles avancées technologiques en ce qui concerne les armes incompatibles avec le droit humanitaire international, par exemple les systèmes d'armes létaux autonomes.

Si l'on veut faire progresser le désarmement nucléaire, il est essentiel de prendre des mesures novatrices et décisives, qui soient notamment centrées sur l'être humain, et de tenir compte des liens entre le désarmement et les piliers de l'action des Nations Unies.

Le Mexique estime qu'il convient de souligner la place centrale du multilatéralisme dans le domaine du désarmement nucléaire, sachant qu'il en va de l'intérêt et de la compétence de tous les membres de la communauté internationale, et sans que cela ne remette en cause l'utilité des initiatives unilatérales, bilatérales ou régionales. En outre, il est indispensable de reconnaître que le désarmement nucléaire est une cause commune, qui progresse sur la base d'engagements tangibles et concrets noués dans des conditions de sécurité complexes, dans lesquelles doit se manifester la volonté d'honorer les obligations souscrites.

Par ailleurs, le Mexique considère qu'il est important de lancer une réflexion sérieuse et nouvelle sur ledit mécanisme de désarmement, créé à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, en 1978, étant donné que les instances gouvernementales issues de cette session (Commission du désarmement et Conférence du désarmement) ne parviennent pas à remplir leur mandat depuis des décennies. En outre, la revitalisation de l'Assemblée générale n'a

pas permis d'améliorer de façon significative les méthodes de travail de la Première Commission de l'Assemblée générale.

Il importe de continuer à marquer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires par une réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, car cette célébration permet de conserver au désarmement nucléaire une place dans le programme politique des participants à la semaine de haut niveau. En outre, cette session permet à l'Assemblée générale d'aborder la question de l'élimination totale des armes nucléaires en plénière plutôt que dans le seul cadre de la Première Commission.

En 2021, le Ministre des relations extérieures du Mexique, Marcelo Ebrard Casaubón, a participé à la réunion de haut niveau visant à promouvoir et à célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. À cette occasion, il a souligné que l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires était une étape importante, car il s'agissait de la première fois que l'Assemblée générale se réunissait pour examiner la question de l'élimination totale des armes nucléaires, qui avaient déjà été explicitement interdites par un traité international juridiquement contraignant. Il a également souligné qu'il était injustifiable et inacceptable que des ressources financières colossales continuent d'être affectées au maintien, au renforcement et à la modernisation des arsenaux nucléaires et des systèmes de lancement.

Le Mexique espère que la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires permettra de traduire les déclarations en actes et d'adopter des mesures plus efficaces pour aboutir à des accords concrets. Ces accords doivent avoir pour objectif d'amener les États dotés d'armes nucléaires à respecter leurs obligations et leurs engagements, en particulier les dispositions prévues à l'article VI (désarmement nucléaire) et celles relatives aux essais nucléaires, au développement qualitatif des armes nucléaires et aux assurances de sécurité données par les États dotés d'armes nucléaires aux États qui n'en possèdent pas. Ils doivent également viser à réaffirmer les préoccupations relatives aux conséquences graves et catastrophiques qu'aurait, sur le plan humanitaire, une explosion nucléaire, accidentelle ou intentionnelle, et servir de base aux mesures de désarmement et de non-prolifération nucléaires. En outre, le Mexique réaffirme la légitimité et la validité des accords conclus aux conférences d'examen de 2000, 2005 et 2010.

Le Mexique se félicite des préparatifs de la première réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Cet instrument international, adopté en application de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dont il est complémentaire, consolide le régime de désarmement et de non-prolifération. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires concourt également à l'avènement durable d'un monde exempt d'armes nucléaires, en garantissant que le désarmement sera irréversible une fois atteinte l'« option zéro ». En outre, il reconnaît les graves conséquences des armes nucléaires pour la survie de l'humanité, l'environnement, le développement socio-économique, l'économie mondiale, la sécurité alimentaire et la santé des générations actuelles et futures, ainsi que les effets disproportionnés des rayonnements ionisants sur les femmes et les filles.

Le Mexique se félicite également qu'à ce jour, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires compte 89 États signataires, dont 61 États parties. Il espère que les États Membres et les États signataires du Traité continueront de respecter leurs obligations et de travailler ensemble pour promouvoir l'application et l'universalisation du Traité, ainsi que pour renforcer la norme relative à l'interdiction des armes nucléaires, compte tenu des conséquences humanitaires catastrophiques de ces armes.

Le Mexique n'ignore pas que les perspectives et les points de vue divergent en ce qui concerne les moyens de parvenir au désarmement nucléaire. L'approche consistant à mettre au point une convention globale sur les armes nucléaires fait partie des options qui permettraient de faire advenir un monde exempt d'armes de destruction massive et d'en assurer la pérennité.

Le Mexique estime qu'une telle convention globale complèterait le cadre normatif existant en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires et devrait prévoir, au minimum, les éléments suivants :

1. l'interdiction des armes nucléaires, de manière à garantir l'irréversibilité du désarmement nucléaire ;
2. l'interdiction de la détention et de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires ;
3. la mise en place d'un mécanisme visant l'élimination des armes nucléaires existantes, selon un calendrier clairement défini ;
4. le démantèlement ou la conversion des usines de production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires ;
5. un mécanisme de contrôle international visant à garantir le respect des obligations qui découleraient de ladite convention ;
6. des dispositifs institutionnels visant à appuyer les objectifs et principes de ladite convention.

Conscient du bien-fondé et de l'importance des principes de transparence, de vérifiabilité et d'irréversibilité du désarmement nucléaire, le Mexique continuera à prendre part activement et résolument aux réunions intéressant le programme de désarmement nucléaire, afin de lancer des initiatives qui contribueront à faire advenir un monde exempt d'armes nucléaires et à en assurer la pérennité.
